

## Épreuve d'admission du concours droit-économie 2021

--

### Épreuve orale d'entretien

#### Sujet n° 14

A partir du document ci-dessous vous devez produire un raisonnement personnel et proposer une réflexion qui vous soit propre. Vous devez à la fois raisonner argumenter et exercer votre esprit critique sur le texte. Votre exposé durera 10 minutes maximum.

### **Droit et propos offensants**

« Situer la conscience du droit sur le harcèlement de rue »

Laura Beth Nielsen, Traduit de l'anglais par Cyril Le Roy,  
ans *Déviance et Société* 2021/1 (Vol. 45), pages 149 à 196  
Texte tronqué (...) 968 mots

Dans cet article, nous analysons la conscience du droit de citoyens ordinaires en étudiant comment les expériences vécues en matière de propos publics offensants et les opinions sur leur pénalisation varient selon le groupe racial, le genre et la classe sociale. Nous avons observé que les femmes blanches et les personnes de couleur sont considérablement plus nombreuses à subir des propos offensants dans les lieux publics et que ces situations affectent leur vie quotidienne de façon importante. Cependant, le fait d'en être la cible ne se traduit pas par un soutien à la pénalisation des propos publics offensants. Les sujets invoquent diverses raisons pour justifier leur opposition à la pénalisation de ce genre de propos. Les personnes appartenant aux différents groupes raciaux et de genre tiennent des discours distincts sur les propos publics offensants et le droit qui révèlent des rapports divers et concurrents vis-à-vis du droit. Ces discours sont le reflet d'expériences juridiques passées vécues par les acteurs et de leur opinion quant aux possibilités de faire advenir des changements sociaux par le droit. Ces différences suggèrent que l'étude comparée d'un phénomène juridique particulier en fonction de la race, du genre et de la classe sociale permet une compréhension plus nuancée de la conscience du droit.

#### **Approches antérieures sur la question**

La parole raciste et sexiste est au cœur de nombreux débats sur le juste équilibre entre liberté d'expression et protection contre les agressions verbales des groupes historiquement défavorisés. Pour les absolutistes du Premier amendement (NdT : Premier amendement de la Constitution des États-Unis), la liberté d'expression ne peut et ne doit pas être restreinte par la loi (Post, 1991). Les tenants de la « théorie critique de la race » – [critical race theory] – soutiennent que le discours raciste est source de préjudices considérables pour ceux qui en sont victimes (Matsuda, 1993), perpétue les inégalités et doit donc être encadré par la loi pour assurer l'égalité garantie par le Quatorzième amendement (Lawrence, 1990). Les spécialistes des cultural studies réfléchissent sur la manière dont les aspects performatifs des discours peuvent se traduire en préjudices (Butler, 1997). Des universitaires féministes identifient le harcèlement sexiste de rue comme une cause du recul de l'autonomie des femmes (West, 1987), enquêtent sur les traumatismes occasionnés par

les réflexions à connotation sexuelle dans les lieux publics (Gardner, 1980, 1995), examinent les réponses juridiques possibles (Bowman, 1993) et se demandent si la pornographie doit être considérée comme un délit pouvant donner lieu à actions en justice (MacKinnon, 1993).

D'autres études s'intéressent à ce que les gens pensent de l'encadrement juridique de la liberté d'expression. Dans leurs études, classiques de la recherche sur l'opinion publique, Stouffer (1992) et McClosky et Brill (1983) ont examiné l'attitude des gens envers un tel encadrement. Soucieux du sort des libertés publiques en démocratie ils se concentrent sur l'étude de la tolérance. Ils établissent des corrélations entre la classe sociale, le niveau d'études, la participation à la vie publique et le soutien au Premier amendement (plus le niveau d'études et le statut socioéconomique sont élevés, plus l'importance attachée à la liberté d'expression est forte). Des projets empiriques à grande échelle ont été conduits sur la tolérance, examinant les attitudes et les opinions envers les discours politiques des communistes, des socialistes et des groupes organisés exprimant des discours de haine comme le Ku Klux Klan (Stouffer, 1992). Ces travaux formulent un ensemble d'hypothèses sur les opinions à propos de la régulation juridique des discours de haine ciblant une personne en particulier, mais laissent ouvertes les questions sur la manière dont les individus perçoivent et appréhendent le droit concernant les manifestations quotidiennes des discours de haine. De plus, comme ils reposent sur des données d'interviews structurées sur les attitudes et les opinions, ils ne saisissent pas toute la complexité et la subtilité de la conscience du droit que peuvent révéler des entretiens approfondis.

### **Fondement théorique pour l'étude de la conscience du droit et des propos publics offensants**

La recherche dans le champ « droit et société » a récemment évolué d'une conception instrumentale du droit vers une perspective constitutive qui considère le droit comme une des nombreuses forces concurrentes qui affectent et façonnent la vie sociale. Contrairement aux approches instrumentales dans lesquelles le droit est considéré comme autonome par rapport à la vie sociale, aux systèmes normatifs et aux institutions sociales, la perspective constitutive examine le droit en ce qu'il est lié et intégré à ces autres domaines, ce qui permet d'examiner les éléments culturels et les normes sociales qui l'influencent.

Cette évolution s'est notamment traduite par l'étude de la « conscience du droit » des citoyens ordinaires, en examinant comment ils envisagent le droit et comment leur compréhension des institutions et des règles juridiques affecte leur vie quotidienne. Cette étude de la conscience du droit explore non seulement ce que les gens pensent du droit, mais aussi les façons dont leurs idées sur le droit, pour une grande part inconscientes, peuvent influencer leurs décisions. Sally Engel Merry définit la conscience du droit comme « ce que les gens conçoivent comme la manière "naturelle" et normale de faire des choses, les formes habituelles de leurs paroles et actions et le sens commun qui fonde leur façon de comprendre le monde ». Il s'agit ainsi des normes en vigueur, des pratiques quotidiennes et des façons courantes d'envisager le droit et les problèmes juridiques. La recherche sur la conscience du droit examine le rôle du droit (au sens large) et sa place dans la construction des perceptions, son influence sur les actions et la manière dont il façonne divers aspects de la vie sociale. Elle se concentre sur l'étude de l'expérience vécue des individus par rapport aux lois et aux normes juridiques, sur leurs décisions de se conformer au droit et fait une analyse détaillée des façons subtiles dont le droit affecte la vie quotidienne.

---